NOUVELLE SÉRIE — N° 7 — OCTOBRE 1946

LE RÉVEIL SYNDICALISTE

Rédaction et Administration :
Bourse du Travail
Rue Arsène-Leloup
Directeur : Fernand RICOU

ORGANE OFFICIEL
de l'Union Départementale
des Syndicats Ouvriers de la Loire-Inférieure

Journal Mensuel
PRIX : 2 FRANCS
Téléph. 344.26 et 145.88
C. C. Postal Nantes 23493

Congrès de l'Union Départementale

Bourse du Travail de Nantes

Samedi 30 Novembre et Dimanche 1er Décembre 1946

Du fait des élections générales qui auront lieu le dimanche 24 novembre pour la désignation des « électeurs » chargés de l'élection du Conseil de la République qui aura lieu quinze jours plus tard, le Congrès de l'Union Départementale des Syndicats Ouvriers de la Loire-Inférieure est reporté au samedi 30 novembre 1946, à 14 h. 30, et au dimanche 1er Décembre 1946, à 9 heures et à 14 h. 30, Bourse du Travail de Nantes, sous la présidence du camarade Bouzanquet, secrétaire de la Confédération Générale du Travail.

*

Le samedi 30 novembre 1946, à 10 heures, Bourse du Travail de Nantes, aura lieu la pose de deux plaques commémorant le souvenir de nos camarades fusillés, morts ou disparus en Allemagne.

Cette inauguration à laquelle tous les camarades sont priés d'assister, se tiendra en présence du camarade Bouzanquet, secrétaire de la Confédération Générale du Travail.

Perspectives !...

par Fernand RICOU

Les travailleurs survivants des deux dernières guerres mondiales, au cours desquelles ils ont souffert, désirent ardemment que la science, dont les progrès sont immenses et indéniables, puisse servir à les rendre plus heureux et à leur assurer une vie meilleure.

Ils veulent tout simplement que les résultats obtenus par les savants, dont certains sont des hommes admirables, servent à des réalisations de haute commune et de paix universelle.

Après les années d'épouvantable angoisse que les pays viennent de vivre, il est impossible que cette science puisse servir à des recherches permettant la découverte d'armes toujours plus meurtrières et pouvant mieux assurer les massacres futurs.

Pourtant, dès son âge de raison, le travailleur, avec ses faibles moyens, s'efforce de comprendre le but réel de son existence.

Avec une conception généreuse, dont il est souvent coutumier, il arrive à penser que les hommes vivant près de lui et lui facilitant sa vie ne peuvent pas tous être des ennemis, bien au contraire, il envisage que dans une union sincère et dans une solidarité totale, ils devraient répudier les discordes qui les séparent et surtout les guerres qui les ruinent.

Malgré la période difficile actuelle, mais, surtout à l'époque où l'humanité atteint le plus de progrès de la science, rien ne devrait plus séparer les hommes ; au contraire, tout devrait les réunir pour empêcher que des hécatombes encore plus horribles que celles du dernier conflit mondial puissent à nouveau se produire.

De plus, la situation plus ou moins navrante de presque tous les pays milite en faveur de la fraternité des hommes et des peuples.

Malheureusement, aucun résultat n'est enregistré dans ce sens, aversion et division continuent à régner un peu partout.

Les forces spectaculaires de réaction se perpétuent encore aujourd'hui ; les relations diplomatiques entre certaines puissances deviennent de plus en plus difficiles, risquant de renouveler ces cadeaux de chair et de sang que se font les gouvernements pour l'obtention de territoires nouveaux ne servant qu'à l'apogée de la fortune des capitalistes internationaux dont les appétits sont sans limite.

Si l'esclavage individuel est aboli, l'homme attaché par ses habitudes et sa famille à son pays, n'est pas encore libéré de l'esclavage collectif où le respect de l'individu est parfois écrasé par une inconséquence qui conduit à faire de lui l'instrument indispensable à des échanges fructueux et décevants et dont le résultat final est presque toujours néfaste.

Depuis la fin de cette deuxième guerre, on prône plus que jamais le désarmement universel mais, malgré ce cataclysme qui causa tant de destructions de villes et de vies humaines, on continue très activement dans de nombreux pays à satisfaire la nécessité toujours grandissante de ce qui est indispensable à une nouvelle guerre.

Pourtant, la situation financière est mauvaise ou désastreuse ; on aligne des dettes toujours plus grandes ; on se demande comment faire pour en sortir, car on sait très bien que les efforts fiscaux demandés ne pourront jamais en assurer le paiement.

Les taxes et les surtaxes se multiplient, si cela continue, les impôts deviendront tellement élevés qu'il sera possible de prévoir que nul ne pourra plus les payer.

Il est certain que la presque unanimité des pays a été impuissante à empêcher que le coût de la vie soit supérieur aux salaires, rien ne peut arrêter la hausse des prix et le marché noir qui s'est propagé un peu partout est toujours souverain.

Aussi malgré les avantages sociaux apportés dans quelques pays, le trouble règne dans les consciences et la crise d'immoralité qui sévit n'est pas faite pour que les actes correspondent aux paroles dans lesquelles on enregistre toujours des promesses que l'on sait ne pouvoir tenir.

L'univers regorge de richesses et nombreux sont ceux qui souffrent et ne mangent pas à leur faim ; à part quelques rares exceptions, dans toutes les circonstances, aucune logique n'est enregistrée, partout on trouve de l'inconséquence et du déséquilibre.

Tous les travailleurs des pays affaiblis dans leur chair et dans leurs moyens d'action doivent avoir le devoir impérieux d'unir leurs efforts pour que l'humanité toute entière se libère définitivement de ces menaces perpétuelles de guerres nouvelles et des charges financières qui en découlent.

Dans la sécurité de ce résultat, ils pourront ensuite exiger de leurs gouvernants respectifs des lois et règlements appartant à tous et plus spécialement à ceux dont le travail est le seul et unique capital, la certitude pour eux et leur famille d'une existence qui serait assurée entièrement contre les vicissitudes actuelles.

Comme il n'est plus possible de vivre dans de telles conditions d'insécurité, il faut que les masses laborieuses, dans une union large et sincère, comptant sur la fraternité des hommes et sur la science progressive, fassent les efforts qui s'imposent pour la situation présente pour donner au monde du travail une paix durable et une vie plus heureuse.

Notre Mouvement Syndical

en Loire-Inférieure à la veille du Congrès

par G. JACQUET

Dans quelques jours se tiendra le Congrès de l'Union Départementale qui ne peut manquer de retenir l'attention de tous les syndiqués et syndicats du département.

Les délégués y viendront exposer leurs opinions sur les différents sujets à l'ordre du jour, en vue de donner aux dirigeants, qui seront élus, toute la portée nécessaire.

Point n'est besoin d'anticiper sur les débats de ce congrès, nous savons déjà quelles sont les préoccupations qui animent les syndicats, soucieux des intérêts des travailleurs qu'ils représentent, et qui seront très largement exposées au cours de ces deux journées.

Sans vous estimer l'étendue des difficultés que nous aurons à résoudre, nous pensons regarder l'avenir avec confiance, car nous avons actuellement une force syndicale en Loire-Inférieure, jamais encore jusqu'alors.

En passant de 50.000 en août 45 à 65.000 en septembre 46, les effectifs de notre Union donnent une éloquente réponse à la réaction qui comptait spéculer sur le mécontentement qu'elle s'est employée à entretenir dans les masses laborieuses.

Loin d'avoir atteint nos organisations, les manœuvres du grand capitalisme ont contribué, dans une large mesure, au rassemblement d'un plus grand nombre de travailleurs.

Ceux-ci n'ignorent pas de quel côté se trouvent leurs défenseurs.

C'est pourquoi, avec des moyens de propagande insuffisants, nous pouvons enregistrer la constitution de syndicats dans les localités où l'Union Départementale n'avait jusqu'ici pu acquérir de bases.

Ceci est d'autant plus important que ce regroupement s'effectue dans des centres ruraux, où notre influence était à peu près inexistante avant guerre, que ce regroupement ne pas en lieu dans un moment d'enthousiasme, que la libération aurait pu déterminer, mais qu'il a été mûrement réfléchi par des camarades qui ont acquis la nécessité de l'union contre l'exploitation capitaliste, qu'ils subissent encore plus durement que dans les villes.

La classe ouvrière a conscience de ce que la grande centrale lui a apporté.

Sa position clairvoyante sur le problème de la production a mis en échec les agents des trusts.

(suite page 2).

Unité et Démocratie

Deux grands mots, deux belles formules qui doivent avoir toute leur signification dans notre mouvement syndical, mais à condition que nous parlions le même langage et que nous ayons de même conception sur la valeur de cette syndicalisation.

Unité ne veut pas dire tyrannie, et Démocratie est diamétralement opposé de dictature.

De plus, le mouvement syndical n'est pas une religion. Chez nous, personne ne peut avoir la prétention de détenir le monopole de la vérité et, par conséquent, il doit exister une très grande largesse de vue dans les discussions : ce qui permettrait d'obtenir une plus grande compréhension des masses.

Or, nous constatons, trop souvent, que cette règle essentielle n'est pas observée, ce qui amène un désintéressement de la part des hésitants, si un bon nombre de réunions n'ont pas l'ampleur qu'elles devraient avoir.

C'est dommage. Nous pensions qu'après les dures années qui viennent de s'écouler, pendant lesquelles nous avons tous souffert, cette unité, dont on parle tant, aurait été renforcée.

Nous pensions également que, après les dures frictions d'avant et du début de la guerre, tous auraient compris que l'action syndicale ne pouvait être l'apanage d'un parti quelconque, la diversité des opinions dans nos organisations ne pouvant le permettre sans dommage pour une bonne harmonie.

Les uns comme les autres n'avons qu'un but — qui est celui de notre Confédération, depuis sa naissance — la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour arriver à ce but, il y a plusieurs chemins. Alors, soyons tolérants et, si nous sommes convaincus que la « libération des Travailleurs ne sera l'œuvre que des Travailleurs eux-mêmes », laissons tout pour maintenir notre Unité ; soutenons tout ce qui peut être garant de division et apprenons la Démocratie dans le sens le plus large : c'est le seul moyen d'y arriver.

P. ROLLAND.

Les Cadres et les Ingénieurs doivent adhérer à la C. G. T.

Par J. GERNIGON.

A ses débuts, notre mouvement syndical était dans l'obligation d'entreprendre souvent une action violente, qui se traduisait par des grèves et des descentes dans la rue. Ces moyens employés se révélaient souvent impopulaires, et pourtant ils étaient nécessaires si l'on examine les conditions sociales qui étaient faites aux travailleurs il y a 50 ans : aucune réglementation des heures de travail, pas de conventions collectives, pas de réparations en cas d'accident de travail, pas d'assurance maladie, pas d'assurance vieillesse, pas d'allocations familiales, en un mot : aucune loi protégeant les travailleurs contre les risques et la vindicte patronale et réactionnaire.

Les militants courageux de cette époque héroïque faisaient appel à la petite minorité de travailleurs qui composait la C.G.T., pour mener à travers le pays une agitation, afin que les Pouvoirs Publics entendent les doléances légitimes des salariés, qui étaient exploités d'une façon inouïe. Ces militants ont souvent connu la répression impitoyable des capitalistes, sans pour cela se décourager.

Il a fallu près d'un demi-siècle d'action syndicale avant que notre grande Centrale connaisse une puissance formidable incontestable et d'ailleurs incontestée.

Voyez-vous, Camarades ingénieurs et cadres, on a pu vous raconter beaucoup de mal sur notre grande organisation, mais on a oublié de vous parler des responsables de toutes les provocations exercées à l'endroit de cette classe laborieuse qui connaissait une existence vraiment pénible et la misère. Ces responsables sont ceux qui, aujourd'hui, essaient de vous orienter vers une organisation syndicale d'obédience capitaliste, la C.G.C.

En effet, cette organisation, qui a été constituée par les agents des trusts et financée par eux, n'a qu'un but : entretenir un paternalisme humiliant pour maintenir chez vous une division néfaste, préjudiciable à vos revendications ainsi qu'à votre indépendance ; en même temps, tenter de faire échec aux grandes réformes économiques et sociales réclamées depuis plus de vingt ans et qui viennent d'avoir un commencement d'application.

Pour que ces grandes réalisations — que sont les nationalisations des grandes industries-clefs, des banques et du crédit — connaissent un plein succès pour le plus grand profit du peuple français et de la consolidation des libertés républicaines, votre concours effectif est absolument nécessaire.

Au sein de notre grande famille de salariés, avec la coopération des ouvriers professionnels, des techniciens, des agents de maîtrise, des employés de bureaux et des ingénieurs et cadres, nous pourrons sans peine, malgré toutes les détractions, en particulier les trusts, les réactionnaires et tous les ennemis du peuple, mener à bien cette grande espérance, prélude d'une d'une transformation du système capitaliste, qui donnera à la classe laborieuse un peu plus de justice sociale.

Parallèlement aux grandes nationalisations, le Gouvernement provisoire de la République vient de mettre à la disposition des salariés un outil précieux, capable d'améliorer les conditions de travail de tous, d'accroître la production, d'enrichir notre potentiel social, de connaître le rôle de revient des produits manufacturés et les marges bénéficiaires des entreprises. Oui, la loi du 16 mai 1946, sur les Comités d'entreprises permet aux délégués de ces comités de réaliser de grandes améliorations ; mais, là aussi, en présence des élites de nos industries se révèle indispensable à l'épanouissement de cette grande réforme.

Je sais que certains d'entre vous ont quelques appréhensions d'être perdus dans cette immense organisation, où les travailleurs manuels sont, de loin, en majorité. Soyez bien rassurés ; notre syndicalisme est passé de la période d'agitation au stade constructif, et il est évident que, dans la construction de ce grand édifice, vous devez être les architectes lumineux et, partant, jouer un rôle prépondérant dans la réalisation.

Dans le domaine revendicatif, n'avons-nous pas, à l'intérieur de notre grande Centrale syndicale, un laboratoire syndical que l'on appelle le Cartel confédéral des Ingénieurs et Cadres. C'est au sein même de cet organisme que vous examinerez, entre vous, et mettrez en point toutes vos revendications. Pour leur réalisation, vous pouvez compter sur l'appui total et sans réserve de tous les adhérents de notre C.G.T., et ils sont nombreux puisque le trésorier de notre C.G.T. nous annonçait, récemment, six millions de travailleurs émanant de toutes les professions, ayant donné leur adhésion à notre mouvement syndical.

Sur le plan politique ou philosophique, que de calomnies a-t-on pu déverser sur notre mouvement ? Nous pouvons clamer, sans crainte d'être démentis, que la Démocratie est purement respectée dans nos organisations ; bien entendu, un minimum de discipline s'impose pour appliquer les décisions prises à la majorité. Notre C.G.T. étant composée de militants émanant de tous les horizons politiques ou confessionnels, il est interdit de porter atteinte, dans ce domaine, à la liberté individuelle et spirituelle de chacun.

Notre syndicalisme est un mouvement spécifiquement social et économique ; il se compose de salariés de toutes les professions, sans tenir compte des idées politiques ou confessionnelles.

Il a pour but de défendre les intérêts matériels et moraux de la classe laborieuse.

Allons, Camarades ingénieurs et cadres, débarrassons-nous de l'emprise patronale ; mettez vos connaissances au service de l'intérêt général ; venez à notre grande et belle organisation et, tous, avec les moyens que nous disposons, nous parviendrons, dans un même élan, à construire une société meilleure, où le travail sera à l'honneur, et les travailleurs, à tous les degrés de la hiérarchie, connaîtront davantage la justice sociale.